



En hommage au camarade Lambros Foundas

Cette maquette .pdf est destinée à l'impression en A4, elle diffère sensiblement de la maquette de l'édition papier.

1. Introduction

Textes des prisonniers de Lutte Révolutionnaire

Le système du capitalisme et de l'économie de marché plonge dans la plus grande crise de son histoire. En même temps le régime de la démocratie représentative, qui perd sa légitimation dans la conscience de la société, entre en crise. Un nouveau totalitarisme politique et économique naît, comme ultime refuge du système en crise pourrissant. L'élite économique et politique essaie de le maintenir en vie, en lançant la guerre de classe et sociale la plus impitoyable qu'ait connue l'humanité jusqu'à aujourd'hui, guerre qui aboutira même à l'euthanasie sociale de grandes parties de la population mondiale.

Face à cette réalité, les sections non privilégiées de la société ne restent pas indifférentes et cherchent des voies pour atteindre les responsables de leurs souffrances, ceux qui s'enrichissent sur leur dos, qui les condamnent à une lente mort sociale et économique. Ils cherchent des chemins et des moyens pour atteindre la justice.

Dès qu'aux USA, l'explosion de la bulle des prêts au logement a allumé l'étincelle de la crise économique mondiale, des révoltes et des explosions sociales se sont succédées dans le monde entier. La hausse des prix des produits alimentaires — résultat de la spéculation impitoyable des capitalistes dans les bourses des produits alimentaires et des matières premières à la recherche d'"investissements lucratifs" dans la crise financière — a stimulé deux vagues de révoltes. La première au printemps et en été 2008, dans un grand nombre de pays de la zone capitaliste, comme Haïti, l'Indonésie, le Pakistan, les Philippines etc. Une deuxième cette année avec les révoltes dans les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. En Europe et aux Etats-Unis, les défavorisés réagissent contre l'attaque néolibérale sans précédent que lancent contre eux ces élites qui s'enrichissent grâce à l'exploitation, au vol et au pillage. En Angleterre, en France, en Espagne, en Italie, en Grèce..., dans les rues des villes européennes, les opprimés se révoltent et attaquent les symboles et les institutions du régime.

Alors que l'un après l'autre, les pays de la zone européenne plongent dans la crise de la dette — un autre symptôme de la crise systémique mondiale qu'ont provoqué les efforts des états pour sauver les banques, en canalisant des quantités énormes de liquidités des caisses de l'Etat vers celles des institutions bancaires, et en donnant des garanties pour la stabilité financière

— on attend l'annonce de la faillite du premier pays européen, la Grèce, évolution qui amorcera des changements sociaux et politiques importants, changement qui, naturellement, ne se limiteront pas au seul territoire grec. Ses répercussions auront un impact international.

La question pour nous, pour chaque combattant où qu'il se trouve, est que les peuples sortent vainqueurs de cette grande guerre qui se déroule entre eux et les élites économiques et politiques. Et que nous en sortions vainqueur en chassant les gouvernements, en renversant les trônes, en détruisant les palais et les prisons, en écrasant les régimes, en nous emparant de tout ce qu'ils nous ont volé. Nous ne réussirons qu'en marchant sur les têtes des gouvernants. Pour que nous en sortions vainqueurs, le développement de la solidarité internationale entre les combattants du monde entier, dans et hors des prisons, est nécessaire. La solidarité est la seule relation compétente qui peut lier et renforcer nos combats, à condition qu'il s'agisse d'une relation révolutionnaire. Une relation capable d'établir les fondements de la croissance d'un mouvement radical, d'exploiter la crise systémique par tous les moyens et de toutes les manières possible afin d'asséner des coups au régime proche de l'effondrement, de le pousser à l'effondrement et aboutir à son renversement. La solidarité internationale est la condition de la révolution sociale mondiale.

A l'occasion de cette publication

S'il existe une forme de solidarité particulièrement importante, c'est bien celle de soutenir et de promouvoir le discours politique des combattants emprisonnés. Surtout dans notre cas, où, après la prise de responsabilité politique qui a été la nôtre dans notre 'Lettre politique à la société', le régime a érigé un mur de silence autour de nos cas pour nous isoler socialement et politiquement.

Ce silence est la suite d'une campagne sans précédent pour nous diffamer dans les médias, lesquels publiaient toutes les informations fournies par Katehaki (Nom de la rue où se trouve le Ministère de l'Ordre public — par extension, ce Ministère), non seulement pour nous criminaliser, mais pour nous diaboliser. Dans le même temps, tant le gouvernement du PASOK (Le Mouvement Socialiste Panhellénique (PASOK) est le parti social-démocrate grec) que l'élite économique avouaient, via les médias, que la lutte contre Lutte Révolutionnaire était absolument nécessaire pour assurer le passage à la nouvelle époque de l'occupation du pays par le capital international et ses mécanismes économiques et politiques (FMI, UE, BCE) à l'époque du totalitarisme moderne.

Les efforts du régime politique visant à notre diffamation, avec les méthodes et les pratiques les plus vulgaires, combinés aux références faites par des

membres du gouvernement quant à notre dangerosité politique envers le succès des plans de sauvetage du système plaçant notre pays sous le super-pouvoir de la troïka (Surnom de groupe des responsables de l'UE, de la BCE et du FMI chargés du suivi de la crise grecque) ne sont pas une contradiction. Au contraire, nous comprenons que l'attaque sans précédent que les médias et l'Etat ont lancée contre nous dès les premiers jours suivant nos arrestations correspond à la peur de l'élite et du gouvernement causée par l'action de Lutte Révolutionnaire contre le système vulnérable en raison de la crise profonde et multidimensionnelle. Une riposte efficace contre notre organisation, tant au niveau opérationnel que politique, était impérative pour établir une ère de contrôle politique, de sécurité et de stabilité pour le régime en Grèce — condition essentielle pour permettre au gouvernement de recevoir des prêts de la troïka.

La tentative de criminalisation de notre organisation et notre criminalisation en tant que combattants ont été neutralisées par notre contre-attaque politique, qui avait pour point de départ la lettre par laquelle nous assumions la responsabilité politique de notre participation à Lutte Révolutionnaire. Nous estimons que le mur de silence et l'effort coordonné pour nous isoler ayant suivi la publication de notre 'Lettre politique à la société', auxquels les grands médias ont participé à la demande du gouvernement lui-même (comme l'a avoué un célèbre journaliste), sont sans précédent en comparaison avec d'autres affaires politiques du passé.

La coopération totale entre les médias et le PASOK pour imposer le black-out de l'information sur notre cas est directement liée au consensus politique et centrée sur le "sauvetage" de l'économie, la politique du mémorandum et la dictature moderne du gouvernement et de l'élite transnationale. En effet, Lutte Révolutionnaire est directement liée au sabotage de tous les plans de sauvetage du régime de la crise ainsi qu'à l'attaque (tant au niveau de la propagande que de l'action) contre les responsables de cette crise. Et comme nous le soulignons dans notre discours, même en tant que prisonniers, en ce qui concerne la lutte contre le totalitarisme moderne, il est nécessaire pour l'Etat de nous faire taire afin de réussir à porter un coup efficace à Lutte révolutionnaire tout comme à nous, personnellement, en tant combattants.

En ce qui nous concerne, notre voix est notre arme pour continuer à parler de la crise économique et de ses causes, pour continuer à lutter contre ceux qui l'ont créée, pour ne poursuivre le combat pour le renversement du régime et la révolution sociale. Nous ne permettrons à personne de nous faire taire, nous ne resterons pas indifférents à toute tentative de neutraliser la subversion politique de notre organisation.

Tout procédé de transmission de notre discours politique peut contribuer à contrer les tentatives du régime pour nous isoler politiquement. Cette brochure est un de ces procédés et c'est pour nous un acte de solidarité vraiment important.

Prison de Korydallos, les membres de Lutte Révolutionnaire, Pola Roupa, Nikos Maziotis, Costas Gournas

2. Lettre politique à la société

Nous assumons la responsabilité politique de notre participation à Lutte Révolutionnaire (Epanastatikos Agonas). Nous déclarons que le compagnon Lambros Fountas, décédé à Dafni le 10 mars 2010 dans une fusillade avec les flics, était lui aussi partie prenante dans Lutte Révolutionnaire. Le combat qu'il a livré était un élément de la mise en œuvre du projet subversif décidé collectivement par Lutte Révolutionnaire. C'était un combat pour la révolution et la liberté.

Nous déclarons également que nous sommes très fiers de notre organisation, Lutte Révolutionnaire, fiers de notre histoire, de chaque moment de notre action politique. Nous sommes fiers de notre compagnon Fountas auquel nous rendons à jamais hommage.

Si les appareils répressifs croient qu'en nous emprisonnant, ils en auront fini avec nous politiquement, ils se trompent. La lutte, qui est pour nous une question d'honneur et de dignité, continuera, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur des prisons.

Et si les deux terroristes Papandreou (Politicien du PASOK et actuel premier ministre) et Chrysochoidis (Politicien du PASOK, ministre de l'ordre public au moment de l'arrestation des camarades, actuellement \$ministre du développement) se réjouissent avec suffisance de nos arrestations, s'ils croient qu'ainsi ils ont assuré la sécurité nécessaire à leur parti social-fasciste pour continuer librement à imposer ses projets criminels à la société, remuant la queue pour que leurs protecteurs américains les félicitent, s'ils espèrent avoir éliminé une menace sérieuse pour leur régime, nous leur assurons qu'ils ne se débarrasseront pas facilement de nous.

Tant que nous serons vivants, tant que nous vivrons et respirerons, nous ferons ce que nous pourrons pour dresser des obstacles à leurs projets antisociaux et criminels.

Et si nos persécuteurs et le pouvoir politique de ce pays pensent que l'ensemble de la société est de leur côté, s'ils croient que la majorité des gens nous voient comme une menace sociale, ils se trompent. La menace sociale, pour la majorité de la population, c'est le gouvernement qui fait passer, l'un

après l'autre, des paquets de mesures antisociales sous la coupe des corbeaux du capital qui "graissent" les rouages étatiques de leurs liquidités. Le terrorisme, c'est la politique néolibérale imposée depuis des années par les partis au pouvoir, avec la complicité ou le soutien des petits partis. Le terrorisme, c'est l'application du programme de stabilité, qui a mené une grande partie de la population, engourdie par la peur, à subir une attaque sans précédent contre elle. Le terrorisme, c'est les saisies de maisons par les banques, c'est la vie dans une pollution mortifère. Le terrorisme, c'est de vivre dans la peur quotidienne pour sa survie.

Pour la majeure partie de la société, les terroristes et les criminels sont ceux qui gouvernent, les hommes politiques du régime, les riches et les castes privilégiées qui exploitent les travailleurs et prospèrent simplement en prenant part au pouvoir économique et politique. Les ennemis de la société sont ceux qui, l'ayant volée et s'étant enrichis durant des années sur son dos, en profitant d'un système barbare et parfaitement injuste, exigent maintenant de sa part des sacrifices toujours plus grands, demandent à chacun de nous de donner tout son sang pour sauver le corps pourri de ce régime, au moment où il traversa la plus grande crise de son histoire.

Lorsque les sociaux-fascistes du parti au pouvoir arguent qu'ils ont le mandat populaire pour mettre en œuvre ces politiques, ils provoquent encore plus l'indignation populaire. En outre, personne n'a oublié la grande fourberie de la campagne électorale lors de laquelle le PASOK a trompé de larges couches de la société, s'emparant ensuite frauduleusement du pouvoir lors des dernières élections en mentant à propos de la soi-disant "politique de redistribution" censée profiter aux pauvres, en promettant les augmentations des salaires et des retraites, et une sortie de crise rapide, sans trop de complications.

Ils ont menti en disant qu'ils ne connaissaient pas la situation réelle des dépenses publiques, ils ont menti à propos de l'état de l'économie et de son potentiel, ils ont menti en disant qu'ils prendraient aux privilégiés l'argent dont ils avaient besoin. Ils ont volé le pouvoir à l'aide du mensonge, de la tromperie et de la trahison. S'ils avaient révélé, avant les élections, ne serait-ce qu'une toute petite partie de leurs plans, non seulement ils ne seraient pas au gouvernement, mais pas même au parlement. Le consensus social qu'ils réclament est un mensonge monstrueux provoquant la rage sociale.

Juste après les élections, et avant même que le PASOK ne révèle ses véritables intentions, nous, en tant que Lutte Révolutionnaire, parlions déjà du plan sauvage d'attaques néolibérales lancé au nom d'un «sauvetage face à la crise et aux problèmes des finances publiques», et nous avons raison.

De plus, nous avons parlé de la faillite politique imminente du gouvernement Papandreou, que nous nous attendons à voir dans un avenir proche, car il s'agit en substance d'un gouvernement intermédiaire dont la date de péremption est proche.

Bien que leur visage criminel ait été découvert, les tenants du pouvoir politique continuent de duper et de se moquer, soutenant que ce qu'ils font est «pour le bien de toute la société». Papandreou et ses collaborateurs nous font rire quand ils font appel au patriotisme, quand en se référant aux mesures strictes qu'ils imposent, ils parlent de mesures «dictées par l'intérêt national», qu'il s'agit «d'un sauvetage du pays». Et nous atteignons le point culminant de cette vaste farce lorsqu'ils disent que leurs efforts pour éviter la faillite du pays sont dans l'intérêt des plus démunis.

C'est «une question d'urgence nationale» que de jeter de larges parts de la société dans la misère et la pauvreté pour «calmer les marchés» (par "marchés" nous entendons les bêtes sauvages qui composent l'élite économique transnationale), d'arrêter la spéculation à propos de la dette grecque, et d'en finir avec les taux d'intérêt des emprunts grecs.

En fait, contrairement à ce que prétendent les dirigeants, ils n'ont aucun intérêt à protéger le pays et les couches populaires de la faillite. La plus grande part de la population est déjà usée par les politiques sauvages appliquées à son encontre, et la faillite de cette part-ci de la population est une condition préalable au maintien des couches sociales privilégiées. Les retraites et les salaires subissent des diminutions, voire disparaissent, des centaines de milliers de personnes sont licenciées ou le seront dans un avenir proche, les contrôles fiscaux s'intensifient, la sécurité sociale – après des années de politique de pillage et de dévaluation de la part de l'État – est abandonnée à son effondrement, les services de santé sont décimés tandis que les hôpitaux publics font faillite et sont abandonnés à leur décadence jusqu'à ce qu'ils finissent par fermer, livrant ainsi le coup de grâce à ce qui reste du système de santé publique.

Non seulement cette situation n'est pas quelque chose de temporaire qui se résoudra en deux ou trois ans, comme le proclament faussement les dirigeants pour rassurer la société, mais elle ira en s'aggravant compte tenu des efforts continus de l'élite politique pour «sortir le pays de la crise», c'est-à-dire pour sauver la classe dirigeante politique et économique.

Dans ce flot de mensonges monstrueux et systématiques du gouvernement, nous avons aussi entendu quelques déclarations sincères (par exemple celle du ministre de l'économie, Katsélis) à propos de «cette grande opportunité qu'offre

la crise en Grèce pour mettre en œuvre les changements nécessaires à la restructuration économique globale». Ils entendent bien sûr par-là une occasion unique de faire passer les réformes néolibérales que, toutes ces années, les précédents gouvernements ne songeaient même pas à proposer, effrayés par le coût politique des réponses sociales à ces-dites réformes.

Ils parlent de l'opportunité unique qui leur est offerte de démanteler rapidement et définitivement tous les acquis et toutes les conquêtes sociales, de privatiser l'assurance maladie et le système de santé, de réduire considérablement le coût du travail, de transformer la Grèce en un paradis de l'exploitation pour le capital où l'on trouve une grande quantité de main d'œuvre bon marché dépourvue de tout droit. Ils parlent de leur chance unique de mettre en place la plus impitoyable redistribution des richesses, du bas vers le haut.

Sauver les plus démunis ne les intéresse donc pas, ces politiques les condamnent à une mort sociale et économique. Ils veulent sauver les capitalistes grecs, les banques, les grandes entreprises et les fabricants d'armes. Ils veulent protéger les investisseurs, toutes sortes de spéculateurs qui parient avidement sur la dette grecque, rentable jusqu'à ce jour. Ils veulent se protéger et protéger le reste de l'élite politique du pays d'une chute du régime qui signifierait le démantèlement de la machine d'état. Ils veulent se protéger et protéger les privilèges dont ils jouissent en prenant part au régime.

Les couches sociales non privilégiées, qui sont du matériel jetable utilisé pour la survie des puissants, sont promises à l'effondrement économique et social le plus profond que le pays ait eu à vivre depuis l'occupation allemande. Le PASOK livre terres et mers au grand capital, vendant l'ensemble du pays pour sauver la peau des élites économiques et politiques locales. Qu'ils arrêtent donc les mensonges. De qui se moquent-ils lorsqu'ils disent que la crise financière affectera principalement ceux qui sont défavorisés, ou quand ils essaient de nous convaincre qu'il est de notre intérêt de les aider à surmonter la crise? Quoi qu'il en soit, quand le pays sera "sauvé", nous serons tous déjà morts. Il n'y aura plus de travail, la pauvreté se sera propagée partout comme la peste, les gens tomberont malade et mourront sans pouvoir faire quoi que ce soit, et le niveau de vie ressemblera à celui d'un pays en guerre. Parce que nous sommes en guerre. Pas celle mentionnée par le menteur Papandreou. Le gouvernement n'a pas déclaré la guerre aux marchés et aux spéculateurs, contrairement à ce qu'il prétend. Ces déclarations spectaculaires ridicules, que nous avons entendues ces derniers temps, particulièrement dans la bouche de

l'acteur susmentionné qui gère aujourd'hui la destruction du pays, ne servent qu'à tromper la société.

Nous faisons face à une guerre sociale et de classe d'un niveau d'intensité sans précédent. Les couches sociales privilégiées coordonnent et synchronisent leurs forces pour lancer la plus grande attaque de classe que le pays ait jamais vu. C'est une guerre que les capitalistes ont déclarée aux travailleurs, avec l'aide du gouvernement. C'est une guerre des puissants contre ceux qui luttent.

Nous sommes confrontés à une situation sociale unique, dans laquelle les liens économiques et sociaux entre privilégiés et défavorisés se rompent, les uns après les autres. Une rupture sociale énorme se profile ainsi qu'une opposition politique sans précédent entre les élites et la base sociale, et cette rupture a un potentiel explosif.

Dans ce contexte d'attaque terroriste inédite jusqu'ici de la part de l'état et du capital, et alors que l'écrasante majorité de la société vit dans un régime de peur et d'insécurité encore inconcevable hier, il est vraiment ridicule d'entendre les autorités prétendre que nos arrestations aient quelque chose à voir avec le «traitement d'une menace sociale» et que Lutte Révolutionnaire avait pour but «d'effrayer sérieusement la population» comme indiqué dans l'acte d'accusation.

Nous sommes certains que la plupart des gens ne perçoivent pas la longue et cohérente présence politique de Lutte Révolutionnaire comme une «menace pour la société» mais plutôt comme une présence politique toujours aux côtés des opprimés et contre l'élite politique et économique. Aux côtés de ceux qui vivent sous le joug du pouvoir et contre ceux qui l'exercent. En dépit de la contre-attaque idéologique lancée à notre encontre par le gouvernement et les médias, la majorité de la population comprend que la guerre en cours contre nous est une guerre contre tous ceux qui veulent résister avec force, et que c'est un moyen d'intimidation et de terreur contre ceux qui pensent se dresser contre la politique criminelle du pouvoir.

Si quelqu'un a suivi de près la trajectoire de Lutte Révolutionnaire, il peut comprendre sans mal l'obsolescence des allégations du pouvoir politique et de ses acolytes dans les médias à propos de la menace que représenteraient nos actions «pour l'ensemble de la société». Laquelle de nos actions aurait soi-disant terrorisé la société ou se serait retournée contre elle? Était-ce celle contre le ministère de l'économie ou celui du travail qui sont haïs par la majorité de la population et où sont décidées les politiques les plus anti-sociales?

Peut-être sont-ce nos attaques contre la police anti-émeute, laquelle terrorise chaque jour dans la rue, battant les manifestants et dont la seule mission est la répression violente des luttes sociales? Ou alors celles contre des commissariats, ces abris pour tueurs entraînés du régime où chaque jour ceux qui tombent entre les mains des flics sont humiliés, battus et assassinés? Est-ce que la société a été particulièrement terrorisée par l'attaque contre Voulgarakis qui a été personnellement impliqué dans deux gros scandales (d'écoutes téléphoniques (Un vaste réseau illégal d'écoutes téléphoniques à l'occasion des jeux Olympiques de 2004, associant le ministère de l'ordre public (dont Voulgarakis était titulaire), la CIA et le MI5 avait été découvert en Grèce. 500 personnes au moins, dont le premier ministre, avaient été ciblées par le réseau) et d'enlèvement de Pakistanais (28 immigrants Pakistanais avaient été illégalement arrêtés, secrètement détenus et torturés en Grèce après les attentats islamistes de Londres en 2005, alors que Voulgarakis était ministre de l'ordre public)) et qui se sert de son siège ministériel pour augmenter sa fortune familiale en vendant des terrains publics (affaire Vatopedi (Célèbre scandale immobilier. Pour contourner l'interdiction de céder des terrains publics à des promoteurs privés, des politiciens corrompus ont échangés des terrains avec le monastère Vatopedi du Mont Athos. L'Etat a reçu des terrains sans valeur et a cédé des terrains sur les côtes de l'Attique que convoitait un promoteur souhaitant construire un vaste complexe touristique. L'Etat grec a été floué de quelque 100 millions d'euros dans l'échange, et le monastère a aussitôt revendu les terrains au promoteur)))? La plupart des gens qui vivent dans ce pays aimeraient beaucoup le voir pendu place Syntagma, avec tous ceux qui sont mêlés à des affaires similaires de vol de richesses sociales...

L'attaque contre l'ambassade des Etats-Unis était-elle un acte terroriste contre la société? Nos persécuteurs et leurs supérieurs politiques ne savent-ils pas que cette attaque a été saluée par une grande part de la société grecque, laquelle ne nourrit pas de nobles sentiments envers l'Etat américain?

Est-ce qu'une attaque contre la multinationale Shell – qui, pendant des décennies, a pillé les ressources naturelles de nombreux pays, exploité des populations entières et contribué à la destruction de la planète – est un acte qui terrorise la population?

Ou est-ce l'attaque contre la Citibank, l'un des groupes de terrorisme financier international les plus importants qui, pendant des décennies, a joué un rôle de premier plan dans le processus d'accumulation de capitaux, volant les richesses de nombreux pays en spéculant sur leur dette nationale et les conduisant de manière souvent irréversible à une catastrophe économique et sociale? Attaquer cette multinationale de criminels économiques, chefs de file

de ceux qui nous ont menés à la grande crise que nous vivons aujourd'hui, était-il un acte antisocial?

Ou peut-être encore s'agit-il d'un acte de terreur à l'encontre de la société que d'attaquer la Bourse, ce temple de l'argent, et d'une des principales voies de pillage des richesses sociales et de leur transfert de la base sociale à l'élite économique?

Les seuls qui ont été terrorisés par ces actions politiques sont ceux qui détiennent le pouvoir économique et politique. Ce sont les criminels capitalistes qui s'inquiètent pour leurs "investissements" et qui craignent de ne pas pouvoir franchir sans effort les limites de leur propre dictature moderne. Si ces attaques sont considérées comme une menace par certains, ce n'est pas ceux qui tirent profit de la puissance économique et sociale basée sur l'existence d'un système d'esclavage social.

Par conséquent, non seulement nos incarcérations ne constituent pas une solution à un problème de sécurité publique, mais opèrent plutôt à l'exact opposé. Par ce biais est tentée une réponse à une menace politique pour le régime, de sorte que l'état et le capital puissent exercer dans la plus grande sérénité possible leur terrorisme de masse à l'encontre de la majorité de la population. L'objectif de nos persécuteurs est d'éliminer un facteur de prise de conscience politique dans la société, d'éliminer une menace révolutionnaire.

Pour de nombreux d'entre ceux de l'élite politique et économique internationale – les vautours du FMI y compris – la crise économique mondiale est déjà finie, la reprise économique, bien qu'hésitante, a commencé et les perspectives semblent bonnes tandis que la crise en Grèce ne serait due à rien d'autre qu'à une mauvaise gestion des précédents gouvernements. Les défenseurs et représentants du système politique et économique n'ont reconnu comme crise que celle qui a ébranlé le système financier international, et puisque celui-ci semble sauvé grâce aux généreux prêts de liquidités de différents gouvernements, ils parlent de la fin des problèmes du système et d'un début de processus de reprise économique; pas dans l'immédiat et peut-être douloureux, tout cela à condition que les gouvernements appliquent les mesures d'austérité nécessaires.

Les spécialistes du régime analysent la crise de la dette grecque avec la même approche superficielle que celle qu'ils ont pour la crise économique, c'est-à-dire en isolant différentes de ses dimensions que beaucoup même considèrent indépendantes les unes des autres. Pour ces analystes du régime, la crise économique ne serait que le résultat d'une mauvaise gestion du système qui, avec quelques ajustements spécifiques, reviendrait à son fonctionnement harmonieux précédent.

Pour ceux qui participent à la direction du système, la crise financière n'est pas un effet secondaire de la crise économique mondiale. Il s'agit d'un problème qui découle d'une mauvaise gestion des fonds publics de la part des précédents gouvernements. Nous ne questionnerons pas, bien sûr, le fait que tout ce temps, les tenants du pouvoir ont fait dans le pillage systématique et sans exceptions des biens et de l'argent public. Avec les richesses que l'état a tiré de la base sociale, tous les gangs de gouvernements confondus se sont enrichis, vivant et dilapidant les fonds publics, jetant quelques miettes à la majorité des électeurs pour gagner leur vote. Les voleurs des partis au pouvoir ont bâti d'énormes fortunes, fait construire des villas, acheté des yachts, se sont assurés une vie d'opulence alors que la majorité de la société vit dans un régime de terreur imposé par l'Etat et le capital. Mais quand les vautours du F.M.I. et de l'Union Européenne accusent les gouvernements précédents d'avoir dilapidé l'argent public, ils ne font pas référence à tout ce que nous avons mentionné plus haut, ni même aux milliards d'euros que ces gouvernements ont donné aux capitalistes de chaque nationalité actifs dans le pays. Ils les accusent d'avoir gaspillé cet argent dans les salaires et les retraites, d'avoir dépensé trop pour la santé publique et l'éducation et d'avoir été trop souples pour l'imposition de la base sociale.

L'état grec se trouve depuis longtemps dans une situation de faillite financière, peu importe que les gouvernants le reconnaissent ou pas, tandis que le mécanisme de soutien du F.M.I., de l'Union Européenne et de la Banque Centrale Européenne a déjà pris les rênes du pouvoir et a pour mission d'approvisionner la Grèce en liquidités pour qu'elle puisse payer ceux qui avaient prêté au gouvernement grec en achetant des obligations financières. La contrepartie de ce "salut économique", c'est le plus cruel des pillages de la société pour le compte du capital transnational.

En ce qui concerne le problème financier de la Grèce, en dehors du pillage des fonds à des fins personnelles par les dirigeants, tout a commencé avec le modèle dominant de développement qui a été adopté ces dernières années ainsi qu'avec le rôle de la Grèce dans la chaîne internationale du processus de production. La place de la Grèce dans l'Europe a toujours été celle d'un marché pour les produits européens. Et alors que le très cher et peu compétitif euro n'a pas permis aux produits européens de concurrencer ceux fabriqués en dehors de l'Union Européenne, le petit marché grec a été contraint de consommer le plus possible de produits en provenance des pays de la zone euro.

L'affirmation d'après laquelle l'Europe offre une sécurité économique à la Grèce n'est rien d'autre qu'un monstrueux mensonge. Depuis le début,

l'impératif de la stratégie économique de l'Europe pour la Grèce n'a été que le démantèlement du précédent modèle de production et l'encouragement de la consommation par l'état grec à l'aide d'emprunts. Les gouvernements grecs n'ont eu de cesse d'emprunter pour financer les investissements des multinationales de l'U.E. sur le territoire grec, renforçant dans le même temps les capitalistes grecs.

D'autre part, la société grecque est entrée dans un labyrinthe d'emprunts dans lequel elle se trouve aujourd'hui piégée, après une propagande incessante de la part des groupes bancaires pour élargir les possibilités de consommation du petit marché grec.

Même au milieu de la crise et tandis que la dette grecque, publique comme privée, avait déjà atteint le montant d'un milliard d'euro, le président de la Banque Centrale Européenne, Jean- Claude Trichet, déclarait déjà que «les Grecs avaient encore une marge pour des prêts supplémentaires» de sorte qu'ils continuent à consommer à crédit, soutenant ainsi la faible croissance européenne affaiblie par la crise, ainsi que la rentabilité continue des banques et des entreprises.

La prospérité illusoire ainsi que les taux élevés de croissance ne correspondent pas à la situation économique réelle du pays mais reflètent plutôt les énormes profits du capital. De plus, nous l'avons déjà pointé dès 2005 - époque à laquelle tout le monde parlait de la force de l'économie grecque. Alors, nous avons prédit de gros problèmes économiques et un risque réel de faillite auxquels la Grèce devrait faire face dans l'hypothèse où éclaterait une crise économique de dimension internationale.

Pour les spéculateurs et gestionnaires de toutes sortes ainsi que pour les tenants du grand capital, la crise ne laisse pas de grande marge de rentabilité dans les secteurs traditionnels de l'économie.

Même de nombreuses places boursières, qui ne donnent pas satisfaction aux capitalistes avides de rendement et les marchés des matières premières et des denrées alimentaires (malgré le fait que les prix soient trop élevés compte tenu de la diminution globale de la demande) n'offrent pas, du moins pour l'instant, la possibilité d'une plus forte hausse des prix similaire à celle de 2008, ceci en dépit du fait que les investisseurs font tout leur possible pour élargir la bulle déjà existante dans ces mêmes places boursières.

D'autre part, la dette publique représente une des plus grandes opportunités pour le capital transnational de tirer un maximum de solides profits et ce malgré la crise. La bulle de la dette internationale dans les principaux pays capitalistes a déjà pris des dimensions importantes, cependant les spéculateurs de toutes sortes ne comptent pas s'arrêter, ils épuiseront chaque marge possible d'exploitation. Le déraillement de la dette publique dans les

pays d'Europe centrale est dû aux énormes enveloppes d'aide financière débloquées par les gouvernements pour le sauvetage du système financier mondial. En bref, la crise financière a été surmontée, du moins pour l'instant, au détriment des populations des pays d'Europe centrale, dont les différents gouvernements commettent systématiquement le crime de couvrir avec les richesses publiques les trous noirs des caisses de grands groupes financiers, lesquels sont les principaux responsables de la crise internationale.

Les dimensions gigantesques du secteur financier (en 2006 et avant la crise, le PIB mondial a atteint 47 billions, la valeur totale des actions dépassant les 50 billions. La valeur des obligations financières avoisinait les 70 billions et leurs dérivés dépassaient les 470 billions, c'est à dire dix fois le PIB mondial) sont vraiment disproportionnées par rapport au nombre de personnes qui y participent et aux dimensions des pays capitalistes les plus développés. Les efforts des gouvernements pour porter sur leurs épaules les dettes de ces monstruosité bancaires d'investissements conduiront à la faillite de nombreuses économies, même celles qui jusqu'à présent se montraient robustes.

L'élite économique de la planète contribue à tout cela tout en continuant à jouer avec les dettes des Etats. Une grande partie des liquidités, gelées en raison de la crise, a été perçue comme un moyen rentable de sortie de la dette publique, nourrissant ainsi la bulle la plus destructrice pour les sociétés qui auront à en payer les frais.

Le jeu des grandes attaques spéculatives contre les dettes nationales a commencé avec la Grèce qui, en raison de ses mauvaises finances publiques et de sa dette énorme, semblait être le "client idéal" pour les marchés. Les taux d'intérêts élevés, qui d'après les investisseurs, reflètent une sécurité économique insuffisante et un risque accru de faillite, ont permis jusqu'ici, d'énormes profits à ceux qui avaient "parié" sur la dette grecque. Dans tous les cas, les risques élevés sur les marchés correspondent toujours à une rentabilité plus importante. L'élite économique de la planète prend part dans son entièreté à la formation de cette grande bulle de la dette, convaincue encore une fois qu'elle pourra, aussi longtemps qu'elle le souhaite, tirer grand profit des dettes publiques puisque, comme l'ont soutenu publiquement plusieurs de leurs représentants, les pays ne sont pas autorisés à faire faillite. Il s'agit du même concept qui s'était appliqué à la précédente crise de la dette des pays de la région dans les années 80. A cette époque, comme aujourd'hui, on entendait les tenants du grand capital dire que «les nations souveraines ne font pas faillite». C'est grâce à cet état d'esprit que la Grèce en est arrivée à s'endetter avec des taux d'intérêt dépassant les 9% et parfois même les 15% et

à ce que son gouvernement tombe dans les bras du "comité de sauvetage" du F.M.I., de la Commission Européenne et de la Banque Centrale

Européenne afin qu'ils sauvent l'état grec de la ruine économique.

La déclaration des capitalistes «les nations souveraines ne font pas faillite» exprime indirectement la pression que ces derniers exercent pour que leurs dispositifs internationaux de "sauvetage" puissent intervenir dans les pays en faillite. Ainsi, ils ne risquent pas les fonds qu'ils ont investis dans la dette et peuvent continuer à spéculer dessus sans peur. Cependant, très bientôt, la cupidité des tenants du capital transnational se montrera si grande que même les mécanismes de "sauvetage" comme le F.M.I. ne pourront pas y faire face.

En Grèce, beaucoup de discours insultants sont tenus à propos des "spéculateurs" sans qu'il ne soit jamais précisé qui ils sont. Assurément, il ne s'agit pas seulement de discours à propos de la jeunesse en col blanc des entreprises transnationales d'investissements qui «s'assoient devant leurs ordinateurs et jouent avec la dette des pays» comme l'a déclaré Papandreou récemment. Il s'agit de l'ensemble de l'élite économique. Une large part de la dette du pays est aux mains des banques grecques et à travers elles, toute la crème de la ploutocratie grecque, tous les hommes d'affaires «convenables» respectés par l'élite politique de ce pays. Et n'oublions pas le processus scandaleux avec lequel les banques grecques soutirent de l'argent auprès de la Banque Centrale Européenne à des taux d'intérêt proches de 0%, offrant comme garantie des obligations financières du secteur public obtenues gratuitement via le programme d'aide de 28 milliards d'euros voté par le précédent gouvernement, puis prêtent de l'argent au gouvernement aux taux d'intérêts élevés ayant cours sur le marché. Et tout cela alors qu'ils ont mis plusieurs milliards en liquidité dans leurs coffres, s'assurant ainsi une réserve suffisante de capitaux alors que le gouvernement (qui dans les circonstances actuelles vend le pays pour rembourser ses prêts) leur demande de faire usage de la dernière enveloppe d'aide qui est restée inutilisée.

Le fameux fusil auquel Papandreou se réfère habituellement de manière si ridicule lorsqu'il reçoit le soutien verbal d'un de ses "supérieurs" en Europe, n'est braqué sur aucun spéculateur. Cette arme existe, et vise la majorité de la population de ce pays afin qu'elle se plie aux menaces du gouvernement et des sauveurs du système politique grec. Papandreou tel un Tsolakoglou (Tsolakoglou fut le premier ministre du gouvernement collaborationniste grec lors de l'occupation allemande en 1941-1942) moderne a fait entrer le pays dans une nouvelle ère d'occupation et cette fois, c'est le capital transnational l'occupant. Et le F.M.I., la Commission Européenne et la Banque Centrale Européenne - toujours au nom du sauvetage de la patrie - supervisent le

programme d'austérité et de réformes afin de financer le paiement régulier des créanciers de l'état grec.

Toutes les belles paroles sur le beau rôle du F.M.I. et la tentative du gouvernement et de ses acolytes de le dé-diaboliser ne fonctionneront pas longtemps. C'est un fait bien connu que dans chaque pays où il a été impliqué, les conséquences ont été catastrophiques. En Afrique, en Asie, en Amérique du Sud, le F.M.I. est responsable de la destruction des économies, des structures et des modèles de production qui ne correspondaient pas aux modèles de production rentable des vautours du capital transnational au service desquels travaillent cet organisme. Dans de nombreux cas, les résultats des interventions «bénéfiques» du F.M.I. ont été les famines, les maladies, les guerres civiles, des dommages sociaux et environnementaux irréversibles.

De plus, on croirait entendre une mauvaise farce lorsqu'après des décennies d'action du F.M.I. donnant toujours les mêmes résultats désastreux, de nombreuses personnes - essentiellement des gauchistes et des socio-démocrates - continuent de caractériser les formules néolibérales brutales qu'il impose «comme de simples erreurs stratégiques». Ils ne peuvent pas croire qu'ils sont simplement stupides. Ils savent très bien ce qu'ils font et dans quelle direction particulière ils se dirigent.

La dette qu'un pays ne peut pas rembourser est une opportunité pour l'élite économique, par le biais du F.M.I., de mettre ce pays à genoux, de l'anéantir, de le conquérir. Après l'avoir saigné, tirant leurs profits et plus encore, ils l'on conduit à la faillite et maintenant, les corbeaux du capital lui tombent dessus et achètent pour une bouchée de pain tout ce qui a de la valeur pour en tirer bénéfice tandis qu'ils auront transformé ce pays en un paradis pour l'exploitation des travailleurs par les capitalistes ou lui auront imposé les conditions de travail les plus inhumaines. C'est le plan du F.M.I. en ce qui concerne la Grèce. Un plan qui conduit très rapidement à la sur-concentration du pouvoir économique et social dans des mains encore moins nombreuses et le peuple dans la misère la plus totale.

Si nous laissons les criminels du régime politique de ce pays poursuivre avec ces politiques, nous nous serons rendus face à la forme la plus honteuse d'esclavage qui n'ait jamais existé, nous aurons livré le pays et le futur de nos enfants aux mâchoires des requins du grand capital, nous aurons accepté de vivre le terrorisme permanent de l'oligarchie économique et politique internationale.

Aucun homme libre ne peut accepter un tel traitement, aucun homme digne ne peut se rendre sans résistance. Alors que le système détruit lui-même les ponts de liaison et de communication qui le relie à la majorité sociale et

prend ouvertement une position hostile face à elle, ce serait une grave erreur de chercher à reconstruire ces connexions par le bas. Les partis de gauche impliqués dans ce système politique vont tenter d'une manière ou d'une autre d'affaiblir les conflits sociaux et feront tout leur possible pour empêcher les explosions sociales imminentes. Et ils peuvent bien grincer des dents face aux projets gouvernementaux, en aucun cas, ils n'en viendront à rompre avec le système.

De l'autre côté, les défavorisés attendent une nouvelle force politique, indépendante de tout intérêt politique personnel, de toute volonté de manipulation, une force capable de créer cet espace politique dans lequel ils pourront évoluer et lutter contre les conditions brutales qui leurs sont imposées par la vie moderne. Cette nouvelle force politique ne peut pas être autre chose qu'un large mouvement radical qui, sans inhibitions ni hésitations, sans complexe de culpabilité ni illusions quant à la nécessité d'une confrontation totale avec le régime, pourrait tracer un chemin de destruction du système et inspirer le plus grand nombre possible d'opprimés dans une direction libératrice.

Celui qui, à notre époque, alors que nous vivons sous la dictature brutale des marchés, continue à parler de «conditions objectives encore immatures» n'a donc aucune intention d'agir subversivement. Les conditions objectives sont plus qu'idéales.

Construisons les conditions subjectives nécessaires pour tenter la révolution. C'est notre chance.

Vive Lutte Révolutionnaire

Honneur pour toujours au compagnon Lambros Vive la Révolution

Pola Roupa, Nikos Maziotis, Kostas Gournas 29 avril 2010

3. Appel international à la solidarité

Camarades,

Nous sommes trois prisonniers politiques, membres du groupe armé Lutte Révolutionnaire [Epanastatikos Agonas], et nous vous envoyons de notre prison nos salutations militantes. Nous avons été arrêtés en avril 2010 avec trois autres camarades qui sont accusés de participation à l'organisation. Depuis, nous sommes en détention provisoire (accusés de terrorisme) en attendant notre procès renvoyé à début 2011.

Tous les trois, par une lettre politique que nous avons adressée à la société, avons revendiqué la responsabilité politique de notre participation à l'organisation Lutte Révolutionnaire en défendant nos actions contre le capital et l'état, nos actions qui avaient pour but le renversement de l'état et du capitalisme, la révolution sociale, et une société sans états et sans autorités, communale et communiste où les assemblées et les conseils du peuple assumeront la gestion sociale, politique et économique.

En revendiquant la responsabilité politique de nos actions, nous avons aussi voulu défendre la lutte armée, mettre en lumière son actualité et son importance en tant qu'élément de cette lutte plus grande qu'est le renversement et la révolution sociale. Et surtout, nous avons voulu souligner combien la lutte armée est appropriée et nécessaire dans notre époque de crise économique mondiale, où, à notre avis, les conditions objectives nécessaires pour le renversement du capitalisme sont plus mûres que jamais depuis la Seconde Guerre Mondiale. En outre, en assumant la responsabilité politique, nous avons voulu rétablir la mémoire et l'honneur de notre camarade Lambros Foundas, qui était membre de Lutte révolutionnaire et qui est décédé au mois de mars 2010 lors d'un affrontement armé avec les flics, après une tentative d'expropriation de voiture, élément préparatoire à un plan d'action plus large de notre organisation.

Le milieu politique, économique et social dans lequel LR a été créée et a développé son action est différent de celui des années 70, 80 et du début des années 90 pendant lesquelles des organisations de guérilla urbaine ont agi en Europe de l'Ouest. C'était une époque de bipolarité, d'antagonisme entre les Etats-Unis et l'URSS, entre leurs systèmes économiques et politiques respectifs. C'était l'époque où le modèle keynésien était tombé en discrédit et s'effondrait, alors que le capital regagnait du terrain au dépens du prolétariat, l'époque de l'abandon par les gouvernements des pays occidentaux de l'interventionnisme étatique, du remplacement de l'"économie de la demande" par l'"économie de l'offre", de l'attaque étatique contre les acquis des travailleurs et les acquis sociaux au profit des intérêts des couches favorisées et en vue de l'imposition du modèle économique et politique néolibéral. Le milieu économique et politique dans lequel LR a été créée est celui de la monocratie des Etats-Unis, de la mondialisation économique, du néolibéralisme et de la guerre contre le terrorisme qui constitue l'enjeu de la mondialisation politico-militaire. Parce que, pour nous, tant la «guerre contre le terrorisme» que le totalitarisme des marchés constituent les deux faces d'une même médaille, le caractère d'une part politique et d'autre part économique de la mondialisation qui, là où elle ne peut pas s'imposer au moyen des armes des capitalistes et des institutions économiques

internationales (F.M.I, O.M.C., B.C.E., F.E.D), des instruments financiers des bourses internationales, de la misère, de la faim et de l'exclusion sociale, s'impose par l'exacerbation de la violence étatique, par la répression, par la guerre et les attaques militaires, par le feu et le fer.

Entre 2003 – l'année où Lutte Révolutionnaire a entamé son action – et 2007, alors que la crise sociale s'intensifiait en provoquant un fort mécontentement social, le consensus néo-libéral était encore possible et cela parce que la croissance capitaliste continuait « sans faille » par le biais des prêts, telle une bulle à dimension mondiale qui continuait à se gonfler en dépit des crises économiques successives qui bouleversaient la planète (la crise de l'Asie du Sud-Est, l'effondrement économique de l'Argentine, la crise des Dot.com aux Etats-Unis).

A partir de 2007, année marquée par la première "explosion" de la bulle des prêts hypothécaires aux Etats-Unis, laquelle a donné le signal de la crise économique mondiale, le consensus néo-libéral a pris fin, ce qui a provoqué un discrédit politique et social encore plus grand du régime.

Pendant sa première période, Lutte Révolutionnaire a posé comme points centraux de son discours et de son action la «guerre contre le terrorisme» et les interventions militaires des Etats-Unis et de leurs alliés occidentaux dans des pays de la périphérie, l'intensification de la violence, de la répression et du terrorisme étatique dans des pays centraux et hémipériphériques, parmi lesquels se trouve la Grèce (attaque à la roquette contre l'ambassade des Etats-Unis, attaque contre l'ex-ministre de l'Ordre Public, attaques contre la police et les tribunaux), aussi bien que l'assaut néo-libéral, la marchandisation des dernières fonctions économiques et sociales, l'attaque du capital contre les acquis des travailleurs (attaques à la bombe contre les ministères de l'Emploi et de la Finance).

Ensuite, à partir de 2008, la crise économique mondiale a constitué pour nous une vraie provocation à élaborer notre action, en réalisant des attaques contre des structures et des organismes économiques, tels que la bourse, ou les banques Citibank et Eurobank. Notre ambition a été de porter des coups sévères au système déjà affaibli à cause de la crise, de saboter d'une manière dynamique les choix politiques du gouvernement grec et ses plans de "sauvetage" du pays, des plans imposés par le F.M.I., l'U.E. et la B.C.E.

C'est pour cette raison d'ailleurs que le gouvernement du PASOK s'est senti menacé par l'action de la Lutte Révolutionnaire qui, selon les mots d'un représentant gouvernemental, «pourrait faire sauter les mesures économiques». C'est pour cette raison que nos arrestations, qui ont eu lieu

quelques jours avant la prise du pouvoir en Grèce du F.M.I., de l'U.E. et de la B.C.E., ont été saluées par le gouvernement grec, aussi bien que par divers agents politiques européens et américains comme un grand succès.

Pour nous, la crise économique que nous vivons quotidiennement est la première vraie crise mondiale dans l'histoire et la seule, après la grande dépression des années '30, qui frappe avec une telle force l'ensemble des pays du centre capitaliste. Son caractère est systémique, lié à la nature même du capitalisme et de l'économie de marché, ainsi que pluridimensionnel, en ce qu'il concerne aussi bien l'économie, que la politique, la société et l'environnement.

A l'occasion de cette crise, les élites économiques et politiques du monde entier opèrent une attaque sur tous les fronts contre les sociétés, les vieux acquis du mouvement ouvrier s'enterrent définitivement au nom de la concurrence, l'état providence constitue désormais une histoire passée, des institutions du système tels que l'état-nation perdent de leur importance, des notions telles que la souveraineté nationale n'ont plus de sens et la démocratie représentative dans certains pays, parmi lesquels la Grèce, qui entrent sous l'égide de l'élite internationale et de ses organes économiques (F.M.I., Banques centrales, etc.), s'estompe – avec l'abolition d'une série d'articles constitutionnels – au profit du totalitarisme mondial des marchés, des multinationales, des banquiers et de leurs organes politiques.

Face à une telle attaque de la part de l'élite économique et politique, il n'y pas de place pour l'application des expériences et des réformes keynésiennes. Ceci est évident à la manière dont les gouvernements ont répondu à la crise, à savoir par cette attaque néo-libérale féroce contre les couches sociales moyennes et les couches populaires, à l'encontre de la volonté de la majorité de ces gens. A l'occasion de la crise économique, on voit à l'œuvre la plus grande spoliation et dévastation de l'histoire humaine, aussi bien que le plus grand transfert de richesses de la base au sommet de la hiérarchie sociale, ce qui condamne de plus en plus de gens à la pauvreté, à la misère, à la marginalisation et à la mort.

Pour d'importantes sections des sociétés de la périphérie, aussi bien que du centre capitaliste, le modèle néo-libéral de croissance et le régime économique général sous lequel nous vivons actuellement, ont failli. Le système politique de la démocratie représentative semble avoir le même sort.

L'absence de consentement social n'empêche pas que les gouvernements européens procèdent, au nom du dépassement de la crise, à des coups d'états politiques consécutifs, en s'appuyant désormais sur des minorités et en provoquant ainsi la colère et l'indignation de la majorité sociale qui s'exprime

de plus en plus souvent de manière violente dans les rues des villes européennes (France, Royaume Uni, Grèce, Irlande, Italie...).

Tout ceci marque une série de conditions politiques et sociales qu'on considère les plus appropriées pour la mise en place de la contre-attaque prolétaire internationale, pour l'entreprise de la subversion du capitalisme et de l'état, pour la révolution. Parce qu'aujourd'hui, le dilemme qui se pose pour les révolutionnaires et les opprimés en général consiste en ceci : révolution sociale ou assujettissement total et mort.

Notre devoir est d'assurer les conditions subjectives, c'est-à-dire de contribuer à la création d'un mouvement social multiforme tant au niveau international, qu'à l'intérieur de chaque pays, qui nous permettra de procéder à la réalisation de la rébellion sociale.

Dans la situation politique et sociale actuelle, la lutte armée peut avoir une importance particulière et jouer un rôle capital, dans le sens où elle peut exprimer le combat politique total, présager la contre-attaque armée des prolétaires et faire la propagande la plus dynamique de la subversion et de la rébellion sociale.

Nous voudrions que notre procès devienne une estrade politique nous permettant d'exprimer publiquement ces positions politiques, qu'il soit considéré comme un moment de plus de la lutte pour la liberté. Elevons l'importance de la rébellion sociale en tant qu'unique réponse à la crise qui condamne les plus grandes sections de la société à l'anéantissement économique et social.

Qu'il soit une dénonciation publique du système et de ses escortes de toutes les couleurs. Qu'il souligne la vivacité et l'actualité de la lutte armée, malgré les coups de l'état, son importance de nos jours en vue de la promotion du projet révolutionnaire. Nous souhaitons évoquer la nécessité de la création de mouvements révolutionnaires prêts à tenter la rébellion sociale partout.

Dans le cadre d'un tel procès nous croyons que les meilleurs "témoins de la défense" sont les compagnons et les compagnonnes qui ont fait le choix de l'affrontement dynamique avec le système. Les combattants qui ont été membres d'organisations armées et qui sont restés inébranlables dans leurs décisions politiques, en défendant leurs luttes, leurs compagnon(ne)s mort(e)s en prison, ceux qui ont été incarcérés pour des années.

Dans leur témoignage politique au le tribunal, ils parleront de leurs expériences et de leurs luttes, telles qu'ils les ont vécues dans les diverses conditions sociales et économiques. Ils évoqueront l'actualité et la continuité historique de la guerre sociale et des classes, qui continuera jusqu'à la

destruction du système capitaliste. Ils parleront de la lutte perpétuelle des prisonniers de cette guerre, lutte qui ne s'arrête pas dans la prison. Car nous n'avons pas choisi la voie de la lutte pour accepter ensuite les conditions d'emprisonnement imposées par l'ennemi en vue de notre anéantissement politique, voire même physique.

C'est ça qui serait, pour nous, la meilleure expression de solidarité. Que notre procès devienne un cri de liberté.

Pola Roupa, Nikos Maziotis, Costas Gournas décembre 2010

4. Lettre sur l'achèvement d'une année depuis la fusillade au cours de laquelle le révolutionnaire Lambros Foundas est tombé en combattant

Le meilleur honneur politique envers un camarade qui a perdu la vie au combat est de continuer sa lutte.

A l'aube du 10 mars 2010 à Dafni (Banlieue d'Athènes), notre camarade de Lutte Révolutionnaire, Lambros Foundas, a perdu sa vie en combattant les chiens armés de l'état.

A l'aube du 10 mars 2010, c'est Lutte Révolutionnaire qui a perdu une partie d'elle à Dafni. C'est nous qui sommes tombés et qui nous sommes relevés pour continuer notre lutte, pour continuer la lutte du camarade.

A cette époque, Lutte Révolutionnaire était dans les derniers préparatifs pour la réalisation d'un autre coup. Un coup qui serait une nouvelle étape sur le chemin de lutte que nous empruntons face à la crise économique mondiale. Ce chemin, nous l'avons tracé avec le camarade Lambros Foundas à un moment où la crise financière en était à ses prémices. A ce moment, ni l'ampleur ni la profondeur de la crise n'était encore claires pour tout le monde. En Grèce, une grande partie de la société était convaincue par la propagande étatique du gouvernement de l'époque que la crise n'était pas prête de toucher le pays, dont l'économie disposait d'une base solide. La crise était traitée comme une complication au fonctionnement du système financier, difficile, mais qui pouvait être résolue et dont on pouvait empêcher la prolongation vers les autres secteurs de l'économie grâce à la gestion appropriée de l'élite économique et politique.

En tant que collectif politique, nous étions convaincus que la crise mondiale amorcée par l'éclatement de la bulle immobilière américaine (les prêts immobiliers hypothécaires de solvabilité basse aux Etats-Unis) était un grand coup à une des fonctions les plus centrales du système - pour être plus précis

au «donneur de sang» de l'économie globale - le secteur financier. La crise mondiale est arrivée comme le résultat inévitable de la crise systémique qui couvait depuis des dizaines d'années, touchant l'une après l'autre toutes les dimensions du système: la dimension sociale, économique, politique, environnementale.

Nous étions convaincus que cette crise toucherait aussi la Grèce avec une impétuosité particulière étant donné que le pays s'effondrait depuis longtemps en raison de la dette publique exorbitante. En 2009, nous écrivions sur ce sujet : « En Grèce, comme dans beaucoup d'autres pays, nous sommes sous le régime de l'esclavage où le capital supranational impose les conditions les plus détestables de taxation, de travail, de salaire, de mise à la retraite, sous la pression de la dette et des déficits ; des conditions qu'aucune société ne peut et ni ne doit tolérer. Comme il ne faut pas tolérer que, pour l'intérêt des grands usuriers locaux et étrangers, les dépenses publiques soient coupées, que les secteurs comme la santé publique expirent, que les hôpitaux ferment. Les criminels qui sont à la tête du marché financier national ont déjà commencé la grande attaque spéculative au marché de la dette, comme les paris sur l'effondrement des différents pays qui sont au sommet des préférences du marché» (Communiqué revendiquant la tentative de dynamitage des bureaux de la Citibank à Kifissia le 18 février 2009 et de l'explosion de la succursale de la Citibank à Nea Ionia le 9 mars 2009)

Dans le même texte du début 2009, nous parlions des conditions que le pouvoir politique et économique supranational exigerait de la Grèce criblée de dettes, des conditions que nous avons vu dans le mémorandum de la Troïka une année plus tard : « Le gouvernement de Nea Dimokratia (Nouvelle Démocratie : parti politique de droite dirigé par Konstantinos Karazmanlis) est prêt à accepter sans sourciller chaque demande du grand capital si lourde qu'elle soit, à imposer par le feu et le fer les demandes néo-libérales les plus extrêmes, suggérées par le marché et les alliances politiques qui les servent comme l'U.E. Il est prêt à faire saigner la société grecque pour faire face à ses responsabilités envers ses prêteurs. Il croit bien sûr que les marchés ne vont pas l'abandonner pour des raisons politiques étant donné la stabilité du régime dans le pays et dans une région plus large ».

Certes, le gouvernement de Nea Dimokratia s'est discrédité entièrement aux yeux de l'élite économique et politique internationale après la révolte de décembre [2008] puisqu'il s'est révélé incapable de gérer une «explosion» sociale. Donc, il a été considéré inapte à gérer un environnement social qui devenait particulièrement inconstant, car le pays de plus en plus était touché par la crise. C'est pour cette raison que l'élite a essayé de faire démissionner le gouvernement de cette époque et de promouvoir le PASOK comme le parti le

plus approprié et ainsi d'assurer la transition la plus fluide du pays vers les nouvelles conditions politiques et économiques dans lesquelles nous vivons aujourd'hui. Des conditions qui sont définies par le co-gouvernement d'occupation de PASOK-Troïka (F.M.I., U.E., B.C.E.).

Un an avant la signature du mémorandum, dans le même texte, nous nous référons à la nécessité, pour une société révoltée, d'imposer la cessation des paiements. Pour nous, « la volonté politique d'une société de se débarrasser de la dette (parce qu'elle ne la veut pas et pas seulement parce qu'elle ne la supporte pas) est reliée à la décision de se confronter avec le pouvoir politique dans son ensemble, de s'écarter du système économique et politique, de renverser le régime qui la tient en esclavage». En ce qui concerne la faillite inévitable du système économique grec, en janvier 2009, nous écrivions: «L'effondrement prochain de l'économie grecque et l'agitation sociale qui suivra pourraient amorcer des réactions en chaîne dans les autres pays européens étant donné que leurs sociétés sont déjà dans une situation économique et sociale très difficile» (Communiqué revendiquant l'attaque armée contre les forces anti-émeutes (MAT) au Ministère de la Culture le 5 janvier 2009).

En tant que collectif, nous étions convaincus et nous avons déjà remarqué depuis 2005 (Communiqué revendiquant l'explosion au Ministère de l'Emploi le 2 juin 2005 et l'explosion au Ministère de l'Economie le 12 février 2005), que l'économie grecque n'était non seulement pas forte mais qu'elle était particulièrement vulnérable à la déstabilisation causée par une crise économique mondiale imminente. Pour nous, l'explosion de la bulle immobilière américaine (les prêts hypothécaires immobiliers de solvabilité basse aux Etats-Unis) n'était que le commencement de la grande crise. « ...de la plus grande crise de l'histoire du capitalisme et de l'économie de marché parce qu'il s'agit de la première grande crise vraiment mondiale, touchant tous les domaines de l'activité économique et se propageant à toute la planète en raison de l'interdépendance intense en vertu des conditions de la mondialisation économique. Aussi, malgré les différences qualitatives importantes, elle est plus grave que la crise de 1929, non seulement à cause de son amplitude, mais aussi à cause du fait que le système de cette période-là pouvait être contrôlé plus facilement » (Communiqué revendiquant la tentative de dynamitage des bureaux centraux de Citibank à Kifissia).

Au cours de la même période, nous parlions de la prochaine crise du marché alimentaire qui serait le résultat des "jeux" spéculatifs de l'élite économique dans les bourses où les excédents des fonds, accumulés dans la sphère financière, «sont investis» de telle manière que cela conduit à la faim et à l'élimination des populations pauvres.

Nous avons parlé des prochaines révoltes dans les pays de la périphérie capitaliste amorcées par la pénurie de pain et d'aliments de base. Aujourd'hui, le soulèvement dans les pays d'Afrique du Nord - qui a pris les caractéristiques d'un affrontement armé pour renverser le régime en Libye – offre une image de l'avenir des pays du centre capitaliste. C'est une image du futur qui nous attend.

Selon le camarade Lambros Foundas et nous-mêmes, la crise ouvrirait de nouveaux horizons aux révolutionnaires et elle nous offrirait l'opportunité unique de promouvoir la révolution. « Celle-ci est par ailleurs, une opportunité offerte par chaque grande crise économique. C'est le moment où le dédain au niveau social, politique et même au niveau moral d'un régime à sa plus grande décadence, atteint son sommet. C'est le moment où les plus grandes réactions et explosions sociales sont attendues. C'est le moment où une minorité vraiment atroce profite de ce système économique et politique. C'est le moment où un écart profond s'établit entre l'élite, ses défenseurs, et la plupart de la société ravagée par la crise. C'est le moment où les forces révolutionnaires ont l'opportunité unique d'agir en direction de la révolution » (Communiqué revendiquant l'attaque armée contre les forces anti-émeutes au Ministère de la Culture). Ayant toujours en tête l'affrontement final contre le régime pour le renversement et la révolution sociale, notre organisation, avec Lambros Foundas, avait préparé un plan d'action ayant deux directions politiques principales. La première concernait notre plus grande contribution possible à la déstabilisation du régime déjà instable en raison de la crise. Dans ce but et sur base de notre analyse, nous avons planifié des coups aux institutions, aux organisations et aux mécanismes qui jouaient un rôle important dans la naissance de la crise, en Grèce autant qu'au niveau international. Ils ont un rôle principal dans la formation des conditions économiques et politiques modernes qui sont responsables du nouveau totalitarisme. Pour nous, c'était un devoir révolutionnaire, non seulement de ne pas rester sans rien faire devant la crise mais de tenter, avec toute notre énergie et à tout prix, de rendre la crise la plus grave possible pour le système lui-même, de saboter toute possibilité de la dépasser. Il était de notre devoir de porter un coup à l'élite économique et politique, à ceux qui sont responsables de la pauvreté, du malheur, de l'indigence, de la mort qui ravage notre pays et toute la planète. Il était de notre devoir de porter un coup à l'élite qui, non seulement est responsable de la crise, mais voit la crise comme une opportunité afin d'augmenter sa force économique et sa puissance sociale. Il était de notre devoir de frapper le régime autant que nous le pouvions, d'élargir les écarts existants du régime déjà vulnérable et de contribuer le plus possible à sa déstabilisation. En tant qu'organisation révolutionnaire, il était de notre devoir de pousser le régime vers l'effondrement.

Pour les raisons ci-dessus, le choix de nos cibles était fait afin de satisfaire le besoin politique d'action contre des cibles d'importance politique cruciale et en même temps porter des coups qui ne seraient pas seulement symboliques mais réussiraient à frapper les infrastructures du système aussi fort que l'environnement nous le permettait.

La deuxième direction politique concernait notre plus grande contribution possible à la délégalisation politique et sociale du régime. Notre ambition était de contribuer autant que nous le pouvions à la déstructuration théorique et idéologique du régime et de tous ceux qui le soutiennent. Aussi, nous essayions de contribuer à l'enrichissement de l'argumentation révolutionnaire contre les personnes de gauche "bien intentionnés" qui voient la crise comme une opportunité pour se revaloriser politiquement et jouer un rôle régulateur à "l'amélioration" et à "l'humanisation" du système. Pour ces arrivistes politiques, les manifestations du ras-le-bol et de la rage sociale sont simplement des outils pour atteindre leur but relié à la co-gestion du système et au partage du pouvoir.

L'ambition de notre collectif était de contribuer à la "fortification" théorique de l'action révolutionnaire qui est prête à passer des moments particulièrement difficiles au milieu d'un environnement politique fluide, formé en raison de la crise systémique multidimensionnelle qui devient de plus en plus profonde.

Sur la base de ce cadre politique et de ce plan collectif d'action, Lutte Révolutionnaire a ouvert un cercle d'action, au milieu de la crise mondiale, avec des attaques contre des cibles telles que Citibank, Eurobank et la Bourse. L'action préparatoire d'expropriation d'un véhicule à Dafni, le 10 mars 2010, au cours de laquelle le camarade Lambros Foundas a affronté les flics s'intégrait dans la continuité de ce cercle.

Notre but final, le but final de notre camarade, était de ne pas laisser la crise du système devenir une opportunité de restructuration politique et économique généralisée, par l'Etat et les patrons, en direction d'une concentration encore plus grande de la force sociale, aux mains d'une minorité dominatrice odieuse, une opportunité d'aggraver la crise de crédibilité du système, de contribuer à sa faillite finale. En tant que Lutte Révolutionnaire, en tant que collectif avec le camarade Lambros Foundas, nous avons un choix commun: investir toutes nos forces à transformer la crise à une opportunité de renversement du régime, une opportunité pour la Révolution Sociale.

Finalement, le camarade Lambros Foundas a donné sa vie pour cet objectif. Il a donné sa vie en préparant un nouveau coup-réponse au régime. Il a donné sa vie en combattant les flics dans une ruelle de Dafni, mais pas uniquement. Il a donné sa vie pour que l'occupation du gouvernement grec, du F.M.I., de l'U.E.

et de la B.C.E. ne passe pas. Pour que la junte moderne de l'état et du capital ne passe pas. Pour ne pas laisser passer le nouveau totalitarisme imposé sur la planète entière par l'élite politique et économique sous le prétexte de la crise économique mondiale. Le camarade a donné sa vie en luttant pour que la crise devienne une opportunité pour la Révolution Sociale.

Ceci était le cadre politique et historique dans lequel s'intègre le révolutionnaire Lambros Foundas. Son action était directement reliée aux plus grands sujets concernant la société grecque mais aussi toute la planète. C'est pour cela qu'il devrait devenir un symbole de résistance au gouvernement de l'occupation, un symbole de résistance et de lutte contre l'élite politique et économique, un symbole de résistance et de lutte contre l'état et le capital. C'est pour cela qu'il convient qu'il devienne un symbole de la lutte pour la libération de tous les hommes. Qu'il soit un symbole de la Révolution Sociale.

Evidemment, nous n'avons pas fait la connaissance du camarade Lambros Foundas dans le cadre de Lutte Révolutionnaire. Nous avons tous les mêmes racines politiques comme nous provenons de la même matrice du mouvement. Tous dans Lutte Révolutionnaire, nous étions, nous sommes et nous serons des anarchistes et nous partageons plusieurs moments de lutte. Un important moment de lutte pour notre camarade et certains d'entre nous furent les événements de l'Ecole Polytechnique en 1995 (L'Ecole avait été occupée par 3.000 personnes en commémoration du soulèvement et du massacre de 1973). De nombreuses autres rencontres politiques avaient précédées notre rencontre dans Lutte Révolutionnaire. Dans ce collectif qui a marqué d'une manière définitive notre relation de camarades avec Lambros Foundas. Dans ce collectif où des phrases comme le "dévouement à la lutte" trouvent leur définition grâce à notre camarade. Il n'est pas question d'abandonner le collectif car ce serait comme si nous abandonnions une histoire commune, comme si nous abandonnions nos désirs communs, comme si nous abandonnions nos buts communs. Comme si nous nous abandonnions nous-mêmes.

Pour nous, ses camarades de Lutte Révolutionnaire, il n'est pas mort. Il est dans notre sang et dans l'air que nous respirons comme des combattants. Il est dans nos buts et dans nos cibles. Il fait un avec notre organisation et notre lutte. Il est présent chaque jour, à chaque moment. Il est immortel.

Rassemblement le 10 mars à 16.00 sur la place Calogiron à Dafni et marche vers le lieu où le camarade Lambros Foundas a affronté avec les flics.

Costas Gournas, Pola Roupa, Nikos Maziotis

6. Chronologie de l'organisation Lutte Révolutionnaire

- 5 septembre 2003: Première apparition publique de l'organisation qui attaque avec deux charges explosives le tribunal de première instance à Athènes.
- 14 mars 2004: tentative d'attaque à l'explosif contre la Citibank (la police désamorce la charge).
- 5 mai 2004: attaque à l'explosif (trois bombes) contre un commissariat de police à Athènes.
- 29 octobre 2004: attaque à l'explosif contre deux fourgons de la police anti-émeute qui allaient garder la prison de Korydallos.
- 2 mai 2005: attaque à l'explosif contre le ministère du Travail.
- 12 décembre 2005: attaque à l'explosif contre le ministère de l'Économie.
- 22 décembre 2005: l'organisation fait publier son manifeste dans le magazine satirique To Pontiki.
- 30 mai 2006: attaque à l'explosif contre Georgios Voulgarakis, ministre de la culture et ancien ministre de l'ordre public. Seul le domicile du ministre est touché. Un chien policier spécialisé dans la recherche des explosifs découvre la bombe et la charge est mise à feu avant le passage du véhicule du ministre.
- 12 janvier 2007: attaque à la roquette RPG contre l'ambassade américaine d'Athènes. Le gouvernement US offre un million de dollars pour un renseignement amenant à des arrestations. Les ministres grecs de l'Ordre public et de l'Économie offraient de leur côté 800.000 euros. Pour l'anecdote, la roquette a pénétré dans le bâtiment et a explosé dans les toilettes ; ce qui a inspiré de nombreux bombages à Athènes disant «Nous les poursuivrons jusque dans les chiottes».
- 30 avril 2007: attaque au pistolet-mitrailleur MP5 à la grenade du poste de police de Néa Ionia (banlieue nord d'Athènes).



- 24 octobre 2008: tentative d'attaque à l'explosif contre Royal Dutch Shell à Athènes (la police désamorce la charge).
- 23 décembre 2008: tirs de Kalachnikov contre un bus de la police devant l'École Polytechnique.
- 5 janvier 2009: tirs de Kalachnikov contre un groupe de policiers anti-émeutes gardant un ministère à Athènes, en représailles après la mort d'Alexis Grigoropoulos. Un policier est gravement blessé.
- 18 février 2009: tentative d'attaque à la voiture piégée contre la Citibank à Kiffisia (Athènes), la charge (125 kg d'explosif) n'explose pas en raison d'un défaut du montage électrique.
- 9 mars 2009: attaque à la voiture piégée contre la Citibank à Filothei (Athènes). - 12 mai 2009: attaque à l'explosif contre l'Eurobank à Argyroupoli (Athènes).
- 2 septembre 2009: attaque à la voiture piégée (150 kg d'explosifs) contre la Bourse d'Athènes.
- 10 mars 2010: Lambros Foundas, 35 ans, militant de l'organisation, est tué par des policiers dans la banlieue de Dafni (Athènes) alors qu'il réquisitionnait une voiture pour leur prochaine opération. Durant ses années de lycée, Lambros était socialement actif. Plus tard, il a rejoint le groupe anarchiste Mavro Agathi (l'Épine Noire), qui publiait le journal Dromi Tis Orgis (Les Rues de la Colère). Il était actif et participait aux manifs, rassemblements,

conflits sociaux, marches, collages, discussions et aux événements sociaux. Pendant l'occupation de l'Université Polytechnique d'Athènes en 1995, pour l'anniversaire du soulèvement de 1973, Lambros était parmi les 504 qui furent arrêtés par les forces répressives qui envahirent les enceintes universitaires le matin du 18 novembre.



- 9 avril 2010: opération policière contre l'organisation aboutissant à six arrestations : Nikos Maziotis, 39 ans, Evanguélia "Pola" Roupa, 41 ans, ainsi que Costas Gournas, 30 ans, qui revendiquent leur appartenance à l'organisation et Christoforos Kortesis, Sarantos Nikitopoulos et Vaggelis Stathopoulos. Les policiers découvriront plusieurs bases du groupe à Athènes, lesquelles contenaient notamment un pistolet mitrailleur MP5, deux Kalachnikov, cinq roquettes et un lanceur RPG-7, trois pistolets et trois grenades, des munitions, divers explosifs et mécanismes de mise à feu.

- 6 avril 2011: Après un an de détention préventive, Christoforos Kortesis, Sarantos Nikitopoulos et Vaggelis Stathopoulos, trois des six inculpés sont mis en liberté conditionnelle, en attendant leur procès 1er octobre 2011 : Costas Katsenos se rend à la police.

- 11 octobre 2011 : Costas Gournas, Nikos Maziotis et Pola Roupa ont atteint le maximum légal de détention sans procès : ils sont mis en liberté surveillée.

- 24 octobre 2011 : Début du procès avec huit accusés (ceux qui revendiquent l'appartenance, Costas Gournas, Nikos Maziotis et Pola Roupa, Christoforos Kortesis ; et ceux qui récusent les accusations : Sarantos Nikitopoulos, Vaggelis Stathopoulos, Marie Beraha et Costas Katsenos). Katsenos est l'unique accusé à être encore détenu.

- 18 mars 2012 : 1000 personnes marchent à Athènes pour commémorer la mort de Lambros Foundas.

- 30 mars 2012 : Kostas Katsenos est libéré, c'était le dernier des inculpés en détention préventive.



- 15 juin 2012 : Alors qu'ils devaient pointer trois fois par mois dans un commissariat d'Exarchia, à Athènes, Nikos Maziotis et Panagiota "Pola" Roupa disparaissent sans laisser de traces. Ils comparaissaient libres à leur procès, tout comme les cinq autres inculpés, libérés après avoir atteint le maximum de temps de détention sans procès. Le Ministre de l'Intérieur grec ordonne une enquête.

- 3 avril 2013 : Le procès se termine par des sentences très lourdes : Nikos Maziotis (en cavale) 50 ans de prison ; Pola Roupa (également en cavale) 50 ans et 6 mois ; Kosta Gournas (emprisonné à l'audience) : 50 ans et six mois. Ces condamnations sont une cumulation de condamnations, cela signifie en pratique (en raison d'un plafond légal) à un total de 25 années de prison pour chacun d'eux. Deux autres anarchistes qui n'avaient été membres de l'organisation ont été condamnés, Stathopoulos à 7 ans et 6 mois et Kortessis à 7 ans. Trois autres, S. Nikitopoulos, K. Katsenos, et Mari Beraha (la femme de Kostas) ont été acquittés. Les avocats ont demandé une suspension de l'exécution du verdict jusqu'au procès d'appel, mais cela a été refusé.